

Attac 92, groupe de proximité de Châtillon, Fontenay aux Roses
Conférence-débat public du 7 décembre 2005 à Fontenay aux Roses

LE NEOLIBERALISME

Gérard DUMENIL

Compte rendu de Conférence

Le néolibéralisme est une nouvelle phase de l'économie capitaliste qui a commencé en 1979 par une décision prise aux Etats-Unis : le président de la Federal Reserve, la banque centrale américaine, augmenta les taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation, à tous les niveaux. Cette décision a eu des conséquences, surtout en Amérique du sud mais aussi partout ailleurs dans le monde. Avant cette décision, les intérêts ne coûtaient pas cher, grâce à l'inflation. On pouvait s'endetter. Là, les taux explosent et en 1982, la crise de la dette commence au Mexique.

Mais cette décision fait partie de quelque chose de plus général, d'une lutte politique, perdue par les travailleurs et gagnée par les capitalistes dans les années 80. A partir de ce moment, on entre dans une nouvelle phase.

Comment les choses ont-elles changées ? La courbe de la production aux Etats-Unis, de 1950 à 2000, illustre bien ce changement. Elle progresse bien jusque vers 1975, environ 4,6 % par an. De 1975 à 1980, la croissance se ralentit pour se stabiliser ensuite à 2 %. Cette évolution est encore plus brutale en Amérique latine : la croissance de la production passe de 6 % à 2 % en 1980. En Afrique, c'est encore pire. A partir de 1980, il n'y a plus de croissance. Prenons le Mexique : la croissance est de 6 % avant 1980, après, on assiste à une décroissance puis la croissance s'établit entre 1 et 2 %. Donc on peut dire que le néolibéralisme a cassé, stoppé la croissance, ce qui a pour résultat d'accroître les inégalités, et non pas la modernisation. Sous l'angle de la croissance, le néolibéralisme ne « marche pas ». L'exemple du Mexique est exemplaire de ce point de vue, car le Mexique est un très bon élève qui a suivi toutes les règles du néolibéralisme. Il a, le premier, signé l'accord ALENA, celui-là même que les Etats-Unis voudraient imposer à toute l'Amérique latine. **Premier point à retenir donc, le néolibéralisme n'est pas un modèle de croissance.**

Alors, qu'est-ce ? A quoi a servi le néolibéralisme ?

Nous sommes aux Etats-Unis. Si on prend tous les ménages et qu'on les classe en fonction de leurs revenus, on voit que le 1 % qui perçoit les revenus les plus élevés reçoit, en 1914, environ 16 % des revenus. A la guerre, cette proportion tombe à 10 % et, jusqu'aux années 1980, se réduit encore jusqu'à s'établir à 8 %. Cette évolution traduit la réduction des inégalités. Elle illustre la crise de 1929, la guerre, le mouvement ouvrier et les tensions sociales. On y voit bien que les intérêts des plus riches, en 1980, sont compromis : les cadres prennent les rênes et les profits restent dans l'entreprise. L'évolution est identique en France. Les classes les plus riches sont frustrées. On parle de répression financière. Et cela s'emballe en 1980 avec l'inflation. Alors qu'ils détenaient avant la première guerre mondiale un tiers de la richesse nationale, ils n'en détiennent plus que 20 % dans les années 1970.

En 1980, les riches se battent et prennent le contrôle de tout en créant un nouveau système monétaire international. Après cette date, les grèves ne « marchent plus » : **Reagan et Thatcher** donnent l'exemple et renvoient les travailleurs chez eux sans rien leur accorder. Et cela marche pour les riches qui, en vingt ans, ont récupéré la concentration de la richesse

qu'ils avaient perdue. De nouveau, les inégalités se sont accrues et cela, au détriment des plus pauvres.

Depuis 1980, les taux d'intérêts sont supérieurs à l'inflation. Aux Etats-Unis, avant 1979, ils produisaient un revenu net de 3 %, après, il grimpe jusqu'à 10 % et vers 1990, il se stabilise à 5,6 %. On voit donc le premier moyen, augmenter les taux d'intérêt. On achète à nouveau des obligations : ça vaut le coup. C'est la même chose en France.

Regardons maintenant les dividendes. Avant 1980, un tiers des bénéfices était distribué aux actionnaires, après, ce sont tous les bénéfices qui reviennent aux actionnaires. Nous sommes dans un autre monde : il n'y a plus d'investissement. Cela se traduit à la Bourse : alors qu'elle était au plancher, elle explose et passe de 0,5 à 3, puis cela se tasse car ça ne peut pas continuer.

Résumons : dans les années 1960, ce n'était pas terrible d'être riche. Avant la première guerre et après 1980, ça l'est. Car tout change en 1980 : les salaires et les charges sociales sont bloqués, tous les bénéfices reviennent aux actionnaires. Les taux de rentabilité sont très élevés, la Bourse est bonne. En France, la courbe des investissements des entreprises croissait de 8 % en 1980. Actuellement, elle croît de 2 %. Distribution des profits et non investissement : nous sommes dans un autre monde.

Cette évolution a une dimension internationale que nous allons maintenant étudier. Particulièrement aux Etats-Unis, les bénéfices viennent dans une large mesure du reste du monde . Si les bénéfices domestiques sont de 100, 80 s'y ajoutent. Ces 80 proviennent des intérêts et des bénéfices des investissements directs en provenance du reste du monde. Cette proportion est passée de 30 % à presque 50 % grâce à la dette des pays du tiers monde en particulier.

Résumons les méthodes : désormais, les gestionnaires gèrent pour les actionnaires, les salaires et la protection sociale stagnent, les conditions de travail se dégradent. On parle de discipline en matière de salaires et de charges sociales. C'est particulièrement tragique aux Etats-Unis où les salariés de production touchent, en 2005, les salaires de 1970. Mais pour les riches, c'est un succès : la Bourse, les taux d'intérêt, la distribution des dividendes, la ponction de plus en plus accrue sur le reste du monde, tout augmente.

Mais depuis cinq ans, des contradictions se dessinent. En premier lieu, la Bourse fluctue. Elle ne peut plus continuer à grimper comme avant, les niveaux atteints étant déraisonnables. La valeur nette, c'est le prix que vaut une entreprise. Ce devrait être le prix de ses actions. Or en 1999, les actions valent trois fois la valeur nette des entreprises, ce qui ne s'était jamais produit avant. La Bourse ne peut donc plus continuer à croître comme elle l'a fait.

En second lieu, les taux d'intérêts baissent, et ils continueront à être bas car les Etats-Unis ne peuvent pas les remonter sans entrer en récession, que ce soit le taux appliqué aux entreprises ou celui appliqué aux ménages. Ensuite, les dividendes stagnent : 100 % sont distribués, on ne peut faire plus. Alors, comment accroître les revenus des riches ? Il reste à extraire de plus en plus de revenus du reste du monde, il n'y a pas d'autre solution pour les riches américains. Ils ont des obligations, des bons du Trésor, des crédits et des actions (qui représentent des investissements directs) sur le reste du monde. Et cela rapporte. La masse de tous ces avoirs sur le reste du monde représente environ 40 % de la production des Etats-Unis. Mais le reste du monde a aussi des avoirs sur les Etats-Unis, le double en fait : 75 à 80 %. Nous sommes donc dans une situation inédite et étrange où les Etats-Unis sont en déficit extérieur constant. Mais cette situation leur est favorable, car les avoirs américains rapportent 8 % alors que les avoirs du reste du monde sur les Etats-Unis ne rapportent que 4 %. Les Américains sont très forts pour cela.. Les Etats-Unis pressurent le monde mais payent autant qu'ils prélèvent. Les classes riches argentines augmentent leurs placements aux Etats-Unis. Mais malgré tout, la croissance des Etats-Unis est financée par le reste du monde et cette situation ne peut durer indéfiniment. Les ménages comme l'état américain sont très endettés, deux fois plus qu'en France. La cause fondamentale de cet endettement est la consommation des ménages, qui n'épargnent plus. Ce sont aussi les investissements des entreprises qui ne sont plus financés

par les bénéficiaires non distribués. En fait, ce sont les riches qui n'épargnent plus, car les pauvres n'ont jamais pu. Avant le néolibéralisme, l'épargne globale était de 8 % en moyenne, et de 30 % pour la classe supérieure. L'épargne est tombée à 1 % pour l'ensemble.

D'où l'impérialisme qui consiste à mettre son argent à l'étranger et à utiliser la violence pour qu'il rapporte, la violence pure, celle des armes. La violence plate, c'est la violence économique qui consiste à imposer l'ouverture des frontières malgré la différence des économies. Le Guatemala vivait du café. L'arrivée du Viêt-nam sur ce marché tue les guatémaltèques aussi sûrement que des balles. Il y a de la violence dans tous les traités. Mais nous parlions des autres formes de la violence : violence des armes, de la corruption. La moins chère pour se débarrasser d'un leader qui menacerait les intérêts américains, c'est la subversion. Je vous conseille le livre de Bernard Cassen, 'l'empire de la guerre permanente'. Quand un leader guatémaltèque a voulu nationaliser les terres non cultivées, United Food l'a tué. Même chose en Egypte où Nasser est mort d'avoir voulu nationaliser le canal de Suez. L'histoire continue. Les Etats-Unis sont toujours en guerre. Ils le sont contre le communisme avant tout, car le pouvoir dans les pays communistes est fort. Les démocraties, où le pouvoir est faible, ne sont pas contre les Etats-Unis. Seules les dictatures peuvent être assez fortes pour tenir bon face aux Etats-Unis.

Les contradictions que nous avons vues devraient impliquer des changements. Il y a autre chose que ce que nous avons connu à venir, mais cet autre chose peut être pire ou meilleur.

Débat

L'Europe suit-elle les Etats-Unis ?

Au plan mondial : on fait comme eux. L'Europe veut imposer les règles de fonctionnement du néolibéralisme par les traités, dont celui portant constitution. D'ailleurs, la France gère ses entreprises comme aux Etats-Unis. Mais il existe aussi des résistances. En France, on a évité les fonds de pension, même si on a perdu sur les retraites. Les cadres français sont moins « vendus » au capital : ils ne collaborent pas autant, beaucoup pensent aux entreprises et pas à augmenter les cours en Bourse. Il existe une possibilité d'agir à gauche. Bien sûr, on a suivi les Etats-Unis et on les suit toujours. Mais on n'est pas aussi engagé, il reste des alternatives.

L'efficacité de la mondialisation ?

Elle n'est là que pour les niveaux supérieurs. Sinon, elle n'existe pas.

A-t-on le choix ?

Il faut bien comprendre qu'on a le choix et pour cela, comprendre comment en est-on arrivé là en 1980.

On est passé d'un consensus keynésien au néolibéralisme. Comment cet ordre social a-t-il été imposé, car il y a bien eu des acteurs, ce n'est pas venu comme ça. Tout a toujours existé : « la route vers la servitude » annonce la couleur, et ce livre a été écrit entre les deux guerres. Il annonce la couleur : il faut libérer les mouvements de capitaux. Tout était déjà dans ce livre. Les riches n'ont jamais cessé de se battre. Ce qui a fait basculer la situation en 1980, ce sont deux phénomènes : l'emballement de l'inflation et la fin de la croissance. Ces deux phénomènes ont amené une logique d'échec chez les travailleurs. Il y a aussi des aspects politiques, en particulier deux forces nationalistes : la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Reagan disait : « America is back. » et Thatcher promettait de redonner à Londres sa place de grande puissance financière. Le mouvement social n'a pas pu faire face à ces facteurs. La gauche, Delors lui-même, a abandonné. En Europe, après la seconde guerre, il y a la création d'une eurobanque déterritorialisée qui devient une puissance financière. En Amérique du sud, il y a les dictatures qui céderont devant la montée des mouvements sociaux. Les riches ont un projet très clair que les « Chicago's boys » dans le Chili de Pinochet illustrent bien. Ils se sont implantés dans les universités, dans les médias. Il s'agit d'une domination idéologique obtenue grâce à l'argent, ça aide ! La transformation sociale après 1980 a été voulue dès

1929, quand les riches ont perdu leur suprématie. Et ils l'ont obtenue en 1980. A présent, on a les maquiladoras au Mexique, qui permettent d'avoir des coûts salariaux faibles. La rentabilité y est énorme : on récupère en deux ans sa mise. Mais c'est éphémère et c'est surtout une exploitation monstrueuse. Et ces gens-là vont d'un pays à l'autre : en Chine aujourd'hui, car c'est moins cher que partout ailleurs à cause du taux de change qui est inférieur à sa valeur réelle. Et je ne parle pas des paradis fiscaux ! L'Inde et la Chine actuellement se vendent pour rien et entrent dans le système, dans la polarisation. Le « non » français et néerlandais au référendum est un sursaut de dignité de la part de la gauche. Et ATTAC, qui a délavé les cerveaux, a bien agi. Mais rien n'est consolidé à ce jour. Cela est dû au politique : le Parti Socialiste n'a pas agi, trop occupé par sa volonté d'un consensus interne. Pourtant, après le référendum, on pouvait renégocier. Cela aurait porté un élan militant, une mobilisation. Mais la gauche française a renoncé, alors que c'était un boulevard électoral. Bien sûr, on ne change pas toutes les règles « comme ça », mais on renégocie. Mais le Parti Socialiste utilise les mêmes conseillers que Blair. Alors on a Jospin disant : « Je ne gouvernerai pas à gauche. »

Le prétendu succès du néolibéralisme :

La richesse se concentre entre de moins en moins de mains. Sur ce point, le néolibéralisme est un succès, surtout aux Etats-Unis. Mais on entre dans une nouvelle phase car il existe ces besoins de renouvellement que nous avons vus. Aux Etats-Unis, car en Europe, on peut encore faire machine arrière. Et puis il y a des luttes en Amérique latine. Les Etats-Unis veulent actuellement éliminer Chavez. Il existait une opportunité en Europe après le référendum, pour la gauche. Elle est passée mais il en viendra d'autres. En Amérique latine, tout a été pire, surtout après les dictatures. Alors, on a des luttes, des résistances. Ils savent qu'il y a danger. C'est pour cela que Lulla conduit une politique assez traditionnelle. L'Argentine aussi. Pas touche aux intérêts des Etats-Unis ! Alors ils s'en prennent à ceux de l'Europe, là, ils peuvent sans risque.

Actuellement, la richesse croît à peine, mais elle ne diminue pas.

La contradiction interne du néolibéralisme qui amènera le changement :

Parlons des nouvelles règles comptables adoptées en Europe. Ce sont les règles comptables U.S. qui permettront aux actionnaires américains de comparer la rentabilité des entreprises avec leurs critères. Pourtant, les fraudes se sont multipliées aux Etats-Unis et on a assisté à des excès : les PDG qui reçoivent dix fois leur salaire en stock options. Les stock options donnent le droit d'acheter des actions à un prix donné, souvent plus faible que le cours du jour, dans un délai donné ; mais le jeu, c'est d'attendre que l'action monte et là, de revendre tout de suite pour réaliser un profit immédiat. Avec ces stock options, les PDG ont des revenus 1300 fois supérieurs au salaire moyen, alors que leur salaire n'est « que » de 100 fois le salaire moyen. Mais pour réaliser ces profits juteux, il faut que la Bourse monte, vite, à court terme. Après, on vend et on s'en fout. Revenons aux normes comptables IAS appelées aussi « Take the money and run. ». Elles enregistrent des produits fictifs, fictifs car non encore réalisés. En réalité, la rentabilité des entreprises aux Etats-Unis plonge et cela est dû à la hausse des très hauts salaires.

La contradiction est là, les dividendes, les taux d'intérêts et la Bourse qui ne peuvent plus continuer comme avant car la rentabilité baisse. Cette contradiction n'existe pas en France. Aux Etats-Unis, les dividendes deviennent faibles, puisque la rentabilité baisse. La source de la richesse devient donc le salaire. On a ainsi une économie à deux étages : un quart de la richesse provient des fonds de pension, rémunérés avec des intérêts ou des dividendes ; mais les trois quarts proviennent des stock options, des jetons de présence et autres rémunérations. Les salaires des sommets ont pris la place des fonds de pension pour s'enrichir. Cela veut dire que les riches mettent la main directement dans le sac à présent, qu'ils bouffent la rentabilité de l'entreprise à la source. On n'en est pas là en France ! La machine à faire des revenus pour les classes aisées stagne sur cette contradiction. Alors, il ne leur reste plus qu'à prendre directement dans la caisse des entreprises. Le ministère des finances français en rêve ! Revenons à la Bourse : son futur, avec 2 % d'inflation, c'est une baisse globale modérée, avec

des fluctuations et des mises de fonds par l'Etat pour renflouer après les crises. Mais on ne verra pas des crises comme en 1929, car l'Etat interviendra, surtout aux Etats-Unis, le plus interventionniste des Etats, contrairement à son discours officiel et à sa doctrine.

Aujourd'hui, l'endettement est de 60 % en Europe, il est de 120 % aux Etats-Unis. Ils ont une agence fédérale qui achète les crédits puis les vend : c'est grâce à cela qu'ils peuvent arriver à cet endettement. Car les crédits deviennent sûrs, puisque possédés par l'état américain. Parallèlement, l'état se désengage de l'éducation, de l'écologie. Mais il n'est pas désengagé de tout, loin de là !

Peut-on aider les changements à venir ?

Maintenant, on a le choix : un compromis à droite ou un compromis à gauche. Aux Etats-Unis, les classes sont aspirées par le sommet ; on peut parler d'amour au sommet entre les organisateurs, les gestionnaires et les très riches. C'est un compromis à droite. A gauche, ces classes pourraient s'appuyer sur des couches populaires : ce serait cela, un compromis à gauche. C'est donc une question politique. On doit parler de lutte. En France, ces classes sont divisées, une partie à droite et l'autre à gauche. Mais même aux Etats-Unis, cela peut basculer, en cas de crise. Les conditions économiques font basculer les politiques parfois.

Existe-t-il une vision économique qui promouvrait le sud et aiderait le nord, un modèle d'échanges « gagnant-gagnant » ?

On peut regarder du côté des années 1970, au Mexique et en France. Ils croissaient plus vite que les Etats-Unis. La folie, c'est l'ouverture. On ne peut pas ouvrir les frontières commerciales et préserver le développement en cours. Il fallait préserver les entreprises nationales naissantes. Mais il faut bien voir que la nouvelle division internationale du travail, créée par le néo-capitalisme, produit la misère au nord comme au sud. On ne gère plus rien. Il n'y a plus de croissance, plus de développement, plus rien. Le néo-capitalisme produit le nivellement. Bien sûr, il n'est pas sans effet spécifique sur les pays du sud. La crise de 1994 au Mexique a entraîné des crimes et a tué toute tradition. Je parlerais volontiers de « Mac'Donaldisation », et je ne serais pas rétrograde en disant cela. En tout cas, les investissements directs ne produisent pas d'effets bénéfiques dans les pays du sud. Les taux de croissance, l'emploi, les salaires, tout montre l'échec du néolibéralisme dans les pays du sud. Les résultats des politiques économiques qui sont imposées aux pays du sud sont éloquentes. Le bénéfice de ces politiques n'existe pas, c'est de la propagande ! Et la propagande est fautive, les faits le prouvent.

Pourquoi le libéralisme, cela marchait avant 1980 et pourquoi ça ne marche plus après ?

Mais il y a quelque chose qui marche : les revenus des très riches ! Et ce discours iconoclaste, on ne l'entend pas ! On entend que le discours officiel qui ment. Il faut toujours comparer les faits et les grandes théories ! Surtout les analyses du FMI ! Il s'agit d'une guerre idéologique. Les armes de l'adversaire dans ce combat, c'est le détournement du langage, le matraquage, l'absence de débat. Notre arme, c'est la mission d'éducation populaire d'ATTAC qui peut nous la fournir. Il faut comparer les faits et les écrits sur dix ans, spécialement en Argentine et en France, deux très bons élèves du néolibéralisme.

Pourquoi n'entendons-nous qu'un seul son de cloche ?

Parce que la presse, les informations, les universités sont sous le contrôle de l'argent !